

REGARDS

LIBERTÉ D'EXPRESSION

# La boîte de Pandore

Frédéric Braun

**Le Luxembourg ferait bien d'amender la définition de travail que donne l'IHRA de l'antisémitisme et de garantir la liberté d'expression. Dans sa forme actuelle, elle risque même d'entraver le travail des journalistes.**

Dans un courrier adressé « à nos représentants à la Chambre des députés », le Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) s'inquiète d'un projet de motion introduit par le député chrétien-social Laurent Mosar, demandant au gouvernement d'adopter la définition de travail de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). En effet, d'après l'ONG associée à la cause palestinienne, cette définition s'apparenterait à un « outil de propagande et d'intimidation » au service du gouvernement israélien, dans le but « d'insuffler le doute et la crainte d'être traité d'antisémite » ou encore de « ruiner la réputation de quiconque ne s'y plierait pas ». Elle dénonce une « instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme » dont les « dégâts sont déjà visibles au Royaume-Uni et en Allemagne ».

Que dit la définition ? À première vue, rien de bien offensif, ni d'ailleurs d'extraordinaire, si ce n'est que pour la première fois, l'antisémitisme y est associé à une façon extrême de s'en prendre à Israël qui, en fin de compte, ne saurait être qualifiée que d'antisémite. Et qui n'a pas souhaité, à la suite de la prise d'otage de l'Hyper

Cacher et de la hausse considérable des actes antisémites un peu partout en Europe ces derniers temps (+ 74 pour cent en France), que la critique d'Israël entre dans un registre moins virulent, afin d'éviter tout amalgame dangereux entre Israélien-ne-s et citoyen-ne-s juifs ou juives ? Risque bien réel, tant l'antisémitisme est un fléau complexe et persistant - raison pour laquelle, fatigué-e-s de toujours devoir s'expliquer et peu optimiste d'en venir à bout, beaucoup accueillent des lois fortes. Car l'antisémitisme n'est chose abstraite que pour quiconque croit que cela ne le ou la concerne pas. Aux autres, il pourrit la vie, il est question de vie ou de mort.

## L'esprit et la lettre

Le corps de la définition conçoit l'antisémitisme comme « une certaine perception des Juifs, qui peut s'exprimer par une haine envers les Juifs. Des manifestations rhétoriques et physiques d'antisémitisme sont dirigées envers des individus juifs ou non juifs et/ou leurs biens, envers des institutions de la communauté juive et des installations religieuses ». Une définition quelque peu vague, qui précise que la critique d'Israël reste possible, mais à laquelle viennent s'ajouter un certain nombre d'exemples « illustratifs » qui doivent « guider » l'IHRA dans l'application de cette « définition de travail non contraignante sur le plan juridique ».

## IHRA Définition de l'antisémitisme

exemples illustratifs



G15 19

Portrait collectif des membres du comité de l'Association des journalistes républicains de H. Laisement, 1907.



© MUSÉE CARNAVALET

Dans sa motion introduite en mars 2019, alors que le Luxembourg venait d'assumer la présidence de l'IHRA pour une durée d'un an, Laurent Mosar appelle donc le gouvernement à « appliquer » la définition adoptée par consensus par les pays membres de l'IHRA en 2016, dont le Luxembourg, et suivant une résolution du Parlement européen de 2017, appelant les États membres de l'UE à faire de même. Et ce, ajoute-t-il, en respectant « l'esprit et la lettre de l'intégralité du document de l'IHRA en question ».

Le Comité pour une paix juste au Proche-Orient, quant à lui, demande à la Chambre des députés de rejeter cette motion ou de l'amender en supprimant plusieurs passages, parmi lesquels celui qualifiant d'antisémitisme le fait de cibler « l'État d'Israël comme collectivité juive », ou le fait de dire que « l'existence de l'État d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste » et de refuser par là aux Juifs le « droit à l'autodétermination ». Enfin, l'ONG refuse la vision endossée récemment par le président français Emmanuel Macron qui met sur un pied d'égalité « l'antisémitisme » et « l'antisemitisme ».

Aux oreilles d'une personne juive, les revendications du Comité doivent résonner comme de l'antisémitisme à l'état pur. En effet, qui nierait qu'Israël est d'abord une collectivité juive ? Et que sa naissance, si elle est la conséquence d'un viol, est directement liée à l'Holocauste ?

Et enfin que le terme de sioniste est entre-temps devenu le cache-feuille des fachos pour dire leur haine des Juifs ? Il ne faut pas être juif pour entendre « sale juif » dans le « sale sioniste » lancé au philosophe Alain Finkielkraut, il y a quelques mois.

### **Palestine oui, Holocauste non**

Or nous voilà au cœur du problème : en s'invitant dans le débat luxembourgeois, l'IHRA ne vient pas en territoire innocent. Le Luxembourg a probablement fait davantage sur le plan politique pour soutenir la cause palestinienne que pour faire toute la lumière sur le rôle qu'il a joué dans la persécution des Juifs durant l'Occupation. Davantage aussi pour comprendre la cause des Palestiniens que pour comprendre les liens qu'en tant que Juif on puisse ou pas avoir avec Israël. Mais cela, personne ne se l'est demandé au moment de devenir membre de l'IHRA. Naturellement, ces reproches valent également pour le CPJPO et ses formules pas toujours heureuses, inutilement provocantes, dans le passé comme au présent. Ne parle-t-il pas dans son courrier de « lobby israélien » qui a réussi « à faire adopter par l'IHRA » une certaine définition de l'antisémitisme ? Ne faudrait-il pas plutôt se demander pourquoi il est si facile de mettre sous pression un pays qui n'assume pas son histoire - toute son histoire ? Et de parler de mécanismes propres au capitalisme plutôt que de sionisme ?

D'un autre côté, sait-on qu'à chaque déplacement en Israël, les membres du CPJPO se rendent à Yad Vashem ?

Cette définition, qui fait marcher tout le monde sur des œufs, est d'abord le signe d'un échec. Elle vient, avec les moyens de la propagande insidieuse, résoudre une situation en se calquant sur de vraies peurs et de véritables dangers pour promouvoir une vision au fond illibérale de la société : elle est vague, elle dit tout et n'importe quoi et on peut s'en servir dans tous les sens. Elle permet, c'est la crainte du Comité, de faire taire (pour revenir aux passages qu'il aimerait voir supprimer) les critiques de la loi fondamentale de juillet 2018 qui affirme Israël comme l'État-nation du peuple juif, et « de lui seul », comme l'a inutilement précisé le premier ministre israélien. De la même manière, l'ONG redoute que le passage qui interdit d'appeler raciste l'entreprise de la création d'Israël servirait en fait à empêcher de nommer pour ce qu'il serait le traitement réservé, par exemple, aux Palestiniens dans les territoires occupés. Enfin, l'équation antisémitisme = antisemitisme, revendiquée par Laurent Mosar, empêcherait justement de critiquer les activités de colonisation dans les territoires en question.

Entre-temps, la virulence des échanges sur l'internet à propos de la définition en question laissent pantois : comment un Mil Lorang, par exemple, ancien secrétaire de l'OGBL et membre de l'association MemoS-

hoah, peut-il qualifier dans un post Facebook d'« antisémitisme » les membres du CPJPO, qui « à travers leur activisme quasi fanatique transposent en permanence le conflit israélo-palestinien sur le Luxembourg, tout en étant généreusement soutenus par l'État et [en ayant] le droit de se rendre dans les écoles pour dresser les jeunes contre Israël » ? Faut-il rappeler que la présidente du CPJPO est juive ? L'objectif ici est clair : faire taire une des voix des Palestiniens au Luxembourg, longtemps soutenue par le ministre des Affaires étrangères et Européennes Jean Asselborn (LSAP). Mais pas que : il s'agit d'empêcher le débat. Or en œuvrant de la sorte, certain-e-s prouvent non seulement leur incapacité à faire face à l'avenir, mais aussi leur inaptitude à honorer les leçons du passé. Et mettent le feu à la maison. Rappelons que pour Katharina von Schnurbein, coordinatrice européenne de la lutte contre l'antisémitisme, la définition de l'IHRA devra servir de « base dans la formation des policiers, juristes, enseignants et journalistes ainsi que du discours public ». Faut-il en conclure qu'à l'avenir, le premier crétin venu pourra reprocher aux journalistes de servir un gouvernement en rappelant la mémoire de l'Holocauste dans un de leurs articles ? En réalité, figurez-vous, c'est déjà arrivé. Raison de plus.